



### Conclusions de la Réunion du Secteur de la Santé

Au cours des derniers vingt ans, le progrès vers l'établissement de la santé en tant que droit fondamental de la personne, et auquel tous les êtres humains doivent avoir accès, a été gravement affecté par les avancées de la politique néolibérale.

L'adoption des mécanismes de marché dans le domaine de la santé publique et la participation croissante du secteur privé à ces services ont réduit de plus en plus l'accès de vastes secteurs de la population aux services de santé, ont entraîné l'accroissement des coûts des soins médicaux, outre une dégradation générale des services qui accueillent un grand nombre de personnes. L'accès à des soins de qualité dépend maintenant de plus en plus de la situation socioéconomique de la personne et de son lieu de résidence, comme l'a expliqué hier Carl Leinonen à l'occasion de son intervention.

Pour le personnel du secteur, la commercialisation des services de santé a signifié des salaires inférieurs, l'insécurité de l'emploi, une charge accrue de travail et la détérioration grandissante des conditions de travail. Le personnel de ce secteur vu sous le prisme de la mentalité du marché, est considéré comme une charge, un coût récurrent et non pas un élément essentiel des soins de santé. La conséquence de ces facteurs est la difficulté aujourd'hui de recruter, de former et de maintenir le personnel, ce qui entraîne finalement une insuffisance globale de travailleurs dans le secteur de la santé. L'OMS estime cette carence à près de 4,3 millions de professionnels.

Au surplus, la détérioration générale de la qualité des services a créé des conditions favorisant la violence dans le lieu de travail et met en risque la sécurité et le bien-être des patients. Les systèmes de santé, soumis à des pressions financières, négligent bien souvent les règles de santé et de sécurité ou bien n'utilisent pas le matériel le plus sécurisé, ce qui apporte des risques au personnel. Dans les pays où les systèmes de santé sont les plus surchargés et qui sont incapables de faire face aux croissantes épidémies, le personnel est de plus en plus exposé dans les locaux de travail.

D'autre part, les syndicats, en dépit d'avoir élevé le drapeau de la lutte pour dénoncer le processus de privatisation déguisée de ces politiques de santé et la mercantilisation

de ce secteur, n'ont pas été capables de faire valoir de façon réelle et efficace le besoin de renforcement de la santé publique ; bien au contraire, cette lutte a provoqué le mécontentement des citoyens et a attiré l'antipathie de la communauté lorsque du fait des grèves les citoyens se voient privés de soins opportuns et de qualité.

Il est clair qu'il existe une asymétrie entre les organisations syndicales, qui exigeraient la réalisation de rencontres physiques, le partage d'expériences et la construction d'alliances sectorielles et de plates-formes communes ; L'absence de ces éléments a posé des limites à l'action systématique du secteur de la santé dans la région. Les organismes d'appui et l'ISP elle-même ont fait ressortir le besoin de promouvoir et de stimuler les partenariats sectoriels, mais cet effort exige un niveau de connaissance et de distancement susceptible de permettre de comprendre les différentes réalités de la région et de faire naître l'empathie à l'endroit de celles-ci.

Les organisations constatent que la précarité de l'emploi, la perte ou l'absence de droits du travail, ainsi que les démarches de privatisation et les réformes mises en œuvre sans la participation des travailleurs, **sont des effets attribuables à l'absence d'outils syndicaux pour le traitement de diverses questions syndicales et de travail, à la fragmentation du secteur, à l'absence d'une stratégie commune au niveau régional, obstacles qui finissent par impacter la présence des syndicats qui se voient dans l'impossibilité de contenir la privatisation, la commercialisation des services de santé – problèmes que les accords de libre-échange comme l'ALE, le TISA et le TTP ne font qu'aggraver – et n'arrivent pas non plus à prévoir les politiques promues par le gouvernement, ce qui finalement affecte** sérieusement la situation des travailleurs du secteur soumis à des conditions de travail excessives, à des contrats précaires et à des violations majeures des droits du travail et des droits syndicaux.

## **Plan de travail**

### Objectifs fixés

- Renforcer les syndicats du secteur de la santé en consolidant la coordination régionale du secteur.
- Améliorer les conditions du travail et les conditions syndicales du personnel de la santé.
- Promouvoir la santé en tant que droit de la personne, assuré par l'État.

### Lignes stratégiques

- Replacer le secteur dans les priorités de l'ISP. Embaucher immédiatement, une personne pour se consacrer exclusivement au secteur de la santé au niveau mondial et régional.
- La coordination régionale des syndicats du secteur de la santé devra mettre en œuvre les actions du dispositif au niveau régional, sous-régional et national.
- Campagne pour la défense des droits du travail et des droits syndicaux du personnel de la santé dans la région, englobant des actions de solidarité et de promotion des droits.

- Campagne contre la privatisation et mise en œuvre d'un travail spécifique contre les multinationales. L'idée est faire que la société prenne conscience des effets négatifs de la privatisation et de la commercialisation des services que les accords comme le TISA favorisent.
- Campagne régionale de la santé : un droit de la personne et un devoir de l'État.
- Créer des canaux de communication effectifs et efficaces permettant la circulation des expériences, des problèmes et des luttes des organisations syndicales du secteur de la santé dans la Région.
- Alliances stratégiques avec les usagers et la société civile.
- Programme de formation pour que les travailleurs du secteur de la santé soient en mesure de connaître les effets de la privatisation sur les conditions de travail, avec l'accent sur les femmes et sur les jeunes.

Actions/ tâches à court terme:

**Canaux de communication**

- Compte sur Facebook pour partager les problèmes, actions e expériences (responsable: Solange Ribeiro, du Brésil)

**Campagne contre la privatisation**

- Rédiger une lettre signée par les participants à ce forum, contre la privatisation et la sous-traitance dans le secteur de la santé et en faveur des droits du travail.
- Réaliser une action mondiale contre la privatisation, dotée d'une visibilité régionale, sous-régionale et locale. Cette action devra être réalisée au mêmes horaires et être menée par l'ISP. (La date suggérée est le 17 septembre).

**Campagne en faveur des droits du travail et des droits syndicaux**

- Rédiger une Déclaration de solidarité en faveur des pays suivants : Guatemala, Honduras, Paraguay, Bolivie e Equateur, para rejeter la violation des droits du travail et des droits syndicaux dans ces pays. (Responsables : les syndicats de la santé de chaque pays proposeront le texte à diffuser)

Mexico, le 21 avril 2015